

AUTORISATION DE PRELEVEMENT SEPA

Merci de compléter et de signer l'autorisation de prélèvement SEPA ci-dessous et de nous joindre un RIB en retour

Date de prélèvement : 5 8 10 ou 12 de chaque mois

Informations facultatives :

Les données Tiers débiteurs et Tiers créancier sont des données facultatives :

- Tiers débiteur à compléter si le paiement concerne un accord passé entre le CREANCIER et un tiers (par exemple, si vous payez la facture d'une autre personne). Ne pas remplir si vous payez pour votre propre compte
- Tiers créancier à compléter pour indiquer le créancier d'origine s'il est différent du créancier qui génère le prélèvement (qui agit pour compte de...)

Mandat de prélèvement SEPA  <small>Single Euro Payments Area</small>	En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) <u>DOMIAL ESH</u>	DOMIAL ESH	
	à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de <u>DOMIAL ESH</u>		
Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque suivant les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.			
Référence unique du mandat :	Identifiant créancier SEPA : FR34ZZZ145092		
Débiteur :	Créancier :		
Votre Nom	Nom <u>DOMIAL ESH</u>		
Votre Adresse	Adresse <u>25, Place du Capitaine Dreyfus</u>		
Code postal	Code postal <u>68000</u>	Ville <u>COLMAR</u>	
Pays	Pays <u>FRANCE</u>		
IBAN	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
BIC	<input type="text"/>	Paiement : <input type="checkbox"/> Récurrent/Répétitif <input type="checkbox"/> Ponctuel	
Tiers débiteur	Tiers créancier		
A :	Le : <input type="text"/>		
Signature : <input type="text"/>		Nota : Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.	
		Veillez compléter tous les champs du mandat.	
<small>Les informations contenues dans le présent mandat sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice par ce dernier de ses droits d'oppositions, d'accès et de rectification prévus aux articles 38 et suivants de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.</small>			